World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 16-18 novembre 2026

Distribution: générale
Date: 8 septembre 2026
Original: anglais

Point 6 de l'ordre du jour
WFP/EB.2/2026/6-B/4
Activités de contrôle
Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (https://executiveboard.wfp.org/fr).

Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour le Zimbabwe (2022-2026)

Résumé

L'évaluation du plan stratégique pour le Zimbabwe (2022-2026) vise à rendre compte des résultats obtenus au titre de ce plan à la direction du PAM, au Conseil d'administration, au Gouvernement du Zimbabwe, aux donateurs, à l'équipe de pays des Nations Unies au Zimbabwe, aux partenaires coopérants et aux personnes touchées. Elle a également pour objectif de produire des données factuelles et d'enrichir les connaissances qui guideront la conception du prochain plan stratégique pour le Zimbabwe.

Réalisée à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM par une équipe de consultants indépendants entre avril 2025 et mars 2026, l'évaluation couvre la période allant de la mi-2021 à la mi-2025, date de la fin de la collecte des données; pour réaliser son travail, l'équipe de consultants s'est appuyée sur des méthodes mixtes fondées sur une approche théorique.

Il est ressorti de l'évaluation que le PAM occupait une position stratégique au Zimbabwe en tant qu'acteur clé de l'aide humanitaire dont le rôle dans la mise en œuvre directe était devenu de plus en plus complémentaire à mesure que le Gouvernement prenait en charge une part croissante des activités. Le PAM est bien placé pour contribuer à renforcer les systèmes nationaux et fournir des services d'appui au profit de l'action humanitaire au sens large. À l'avenir, la valeur ajoutée du PAM consistera de plus en plus à collaborer avec les systèmes nationaux et à les appuyer.

Le présent document est un rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour le Zimbabwe. Le rapport d'évaluation complet et tous les documents connexes sont disponibles sur le site Web du PAM à l'adresse suivante: https://www.wfp.org/publications/zimbabwe-wfp-country-strategic-plan-2022-2026-evaluation (en anglais uniquement).

Conformément aux dispositions de la politique d'évaluation de 2022 (WFP/EB.1/2022/4-C) et dans le souci de respecter l'intégrité et l'indépendance des constatations issues de l'évaluation, la version originale du présent rapport a fait l'objet d'un travail d'édition limité et il est possible que certains termes ou certaines formulations ne soient pas tout à fait conformes à la terminologie ou aux pratiques éditoriales habituelles du Programme alimentaire mondial. Toute demande de précisions à cet égard doit être adressée à la Directrice de l'évaluation.

Coordonnatrices responsables:

Mme A.-C. Luzot
Directrice de l'évaluation
courriel: anneclaire.luzot@wfp.org

Mme C. Perch
Fonctionnaire chargée de l'évaluation
courriel: catrina.perch@wfp.org

En dépit des déficits de financement, l'aide humanitaire fournie par le PAM a contribué à atténuer les effets des crises sur la sécurité alimentaire et la diversité de l'alimentation, en particulier dans les zones rurales, même si les réfugiés sont demeurés particulièrement vulnérables.

Les programmes du PAM en matière de résilience ont contribué à améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Toutefois, les résultats obtenus ont été inégaux et de courte durée, principalement en raison des divergences dans l'application des approches intégrées des programmes, lesquelles ont nui à l'efficacité de la gamme complète d'activités proposée à l'appui des moyens d'existence. Le PAM disposait clairement d'un créneau dans les activités de résilience en milieu urbain, où il a joué un rôle de pionnier en luttant contre l'augmentation de la vulnérabilité, mais ses atouts particuliers dans ce domaine très concurrentiel ne sont pas toujours apparus clairement à ses partenaires.

Le PAM a coordonné des mesures relatives à la protection et à l'obligation de rendre compte, qui ont renforcé la sécurité, la dignité et la participation des bénéficiaires, même s'il eut été souhaitable d'adopter une approche plus nuancée en matière de ciblage et des pratiques plus cohérentes s'agissant de l'égalité entre les femmes et les hommes. Concilier le ciblage fondé sur la vulnérabilité, l'accès à des environnements extrêmement complexes et l'indépendance opérationnelle s'est parfois avéré difficile.

Bien qu'il ait récemment progressé dans la mise en place de partenariats plus stratégiques, le PAM n'a pas pleinement exploité les possibilités de partenariat pendant la période couverte par le plan stratégique de pays, ceux-ci n'étant pour une large part que le résultat d'initiatives ponctuelles ou motivées par les donateurs. Le manque de financements et la préaffectation fréquente des contributions ont nui à la capacité du PAM de réaffecter stratégiquement les ressources en fonction de l'évolution des besoins et de produire des résultats plus durables.

L'évaluation a donné lieu à trois recommandations principales:

- modifier le rôle que joue le PAM dans le domaine des interventions face aux crises en abandonnant la fourniture d'une aide humanitaire de grande envergure durant les situations d'urgence saisonnières prévisibles pour se concentrer sur le renforcement des systèmes de protection sociale et d'intervention face aux crises dirigés au niveau national, tout en conservant la capacité de fournir une assistance directe durant les situations d'urgence extrêmes lorsque les moyens d'intervention du Gouvernement sont insuffisants;
- axer les programmes de résilience en milieux rural et urbain sur des interventions ayant fait la preuve de leur efficacité et de leur pérennité, et les intégrer activement aux systèmes des partenaires et du Gouvernement;
- favoriser l'institutionnalisation des systèmes de ciblage et de protection sociale fondés sur des données factuelles au sein des structures gouvernementales tout en veillant à ce que le PAM conserve l'indépendance opérationnelle nécessaire pour déterminer et fournir une assistance adaptée aux besoins.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour le Zimbabwe (2022-2026)" (WFP/EB.2/2026/6-B/4) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2026/6-B/4/Add.1.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Introduction

Pourquoi et comment l'évaluation a-t-elle été menée?

1. L'évaluation du plan stratégique de pays (PSP) pour le Zimbabwe (2022-2026) a été réalisée par une équipe de consultants indépendants à la demande du Bureau de l'évaluation du PAM. Son objectif était double: d'une part, rendre compte des résultats au PAM, au Gouvernement du Zimbabwe, aux donateurs, aux membres de l'équipe de pays des Nations Unies, aux partenaires coopérants et aux personnes touchées; et d'autre part, produire des données factuelles et enrichir les connaissances pour guider la conception du PSP suivant.

2. L'évaluation, qui s'est déroulée entre avril 2025 et mars 2026, a couvert la période allant de la mi-2021 (lorsque la collecte des données nécessaires à l'évaluation du PSP précédent a pris fin[1]) à la mi-2025, lorsque la collecte des données destinée à la présente évaluation s'est achevée. L'équipe d'évaluation a eu recours à des méthodes mixtes fondées sur une approche théorique; elle s'est appuyée sur une analyse des contributions pour évaluer les effets directs du PSP et a appliqué la méthode dite de "collecte des résultats"[2] pour évaluer la part qui revenait au PAM parmi les résultats obtenus en matière de renforcement des capacités. Un atelier réunissant les parties prenantes s'est tenu en février 2026 pour examiner les constatations et les recommandations.

Qu'est-ce qui a été évalué?

3. Le PSP pour le Zimbabwe s'articulait autour de cinq effets directs stratégiques et huit activités couvrant l'aide humanitaire, le développement de la résilience en milieux rural et urbain et le renforcement des systèmes.

   - *Interventions face aux crises (effets directs stratégiques 1 et 5).* Le PAM a apporté une assistance aux ménages ruraux vulnérables en période de soudure, une aide régulière sous forme de transferts monétaires et de produits alimentaires aux réfugiés en situation de déplacement prolongé, et une aide en espèces aux ménages vulnérables vivant en milieu urbain. Il a également fourni aux acteurs humanitaires présents dans le pays des services de logistique et de coordination des modules d'action groupée en période de choc.

   - *Renforcement de la résilience (effets directs stratégiques 2 et 3).* Le portefeuille des activités de résilience en milieu rural associait des interventions de protection contre les chocs à court, moyen et long termes comprenant des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, des systèmes d'assurance, des services climatologiques, des interventions en faveur d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques, des activités de gestion des risques et une action anticipatoire. Les programmes de résilience en milieu urbain ciblaient les ménages vulnérables recevant une aide au titre de l'effet direct stratégique 1 et comprenaient toute une gamme d'interventions d'appui aux moyens d'existence.

[1] Si les deux programmes stratégiques de pays (PSP) couvraient les domaines d'action privilégiés relatifs aux interventions d'urgence, au renforcement de la résilience et au renforcement des capacités nationales, les constatations issues de l'évaluation du PSP pour 2017-2021 ont été prises en compte dans la conception du PSP, notamment en ce qui concerne la nécessité de remédier à la vulnérabilité croissante des populations urbaines et de renforcer les capacités des systèmes.

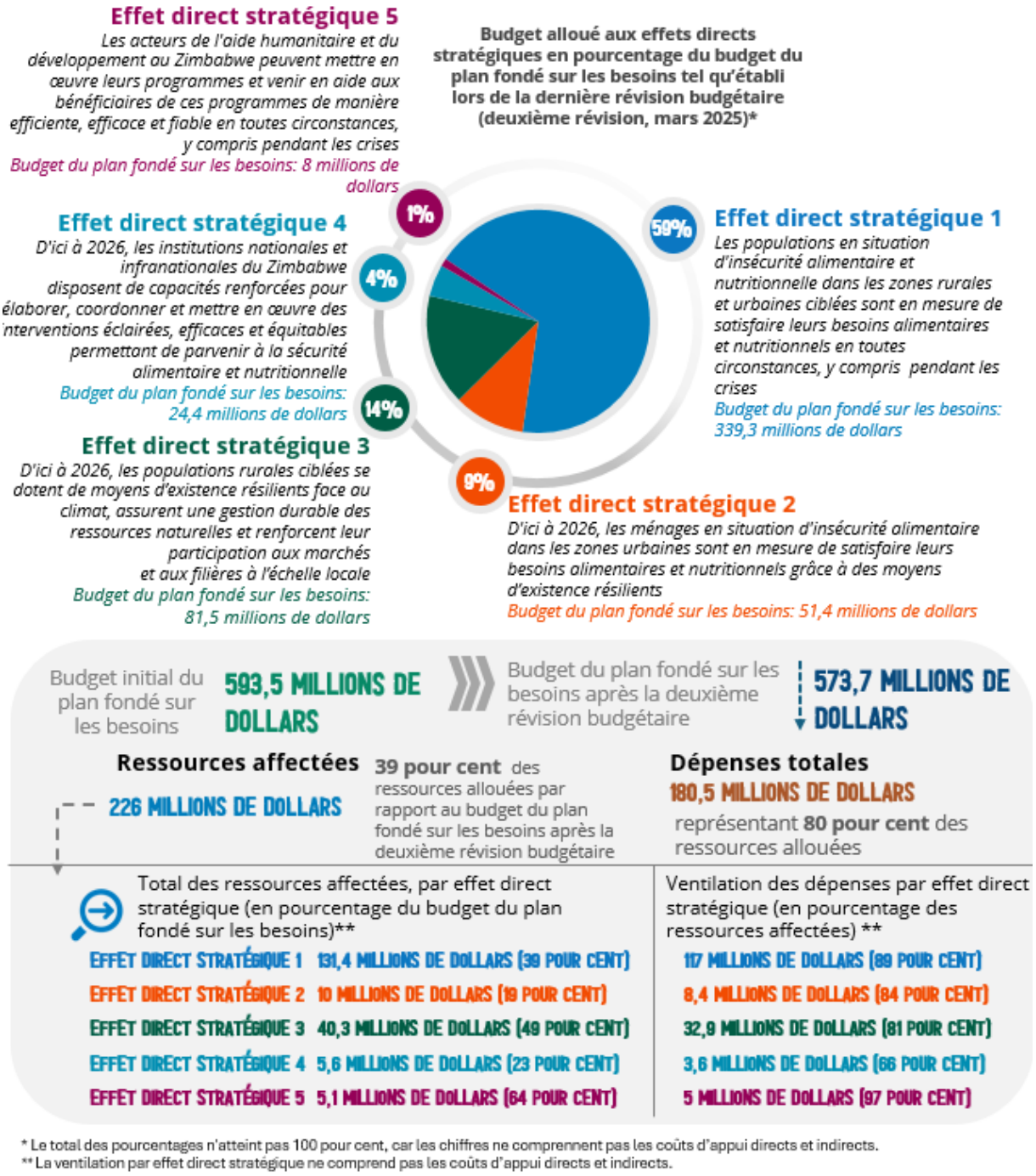
[2] La collecte des résultats est une méthode d'évaluation des interventions dont les résultats sont souvent complexes et mal rendus par des indicateurs prédéfinis. Cette approche consiste à recueillir ("collecter") des données factuelles sur ce qui a changé ("résultats") puis, en procédant à rebours, à déterminer si et comment une intervention a contribué à ces changements (Groupe des Nations Unies pour l'évaluation. 2024. *Integrating Human Rights and Gender Equality in Evaluations – Guidance Document).*

- *Renforcement des capacités (effet direct stratégique 4).* Les activités de renforcement des capacités visaient à renforcer les mécanismes de coordination et les systèmes nationaux pour qu'ils soient en mesure de s'adapter à des crises récurrentes et prolongées.

4. Le budget du plan fondé sur les besoins approuvé initialement s'élevait à 593,5 millions de dollars É.-U. Le PSP et son budget ont ensuite été révisés à deux reprises, pour tenir compte de la diminution des besoins d'assistance en période de soudure en 2023 et de l'appui logistique légèrement accru requis durant l'intervention réalisée pour faire face à la sécheresse provoquée par l'épisode d'El Niño en 2025. Au moment de la collecte des données nécessaires à la présente évaluation (août 2025), le budget révisé du plan fondé sur les besoins se montait à 573,7 millions de dollars.

5. En août 2025, le PSP était financé à hauteur de 39 pour cent (soit 226 millions de dollars). Les interventions face aux crises (effet direct stratégique 1) représentaient 59 pour cent du budget du plan fondé sur les besoins et étaient financées à hauteur de 39 pour cent. Pour le reste, les activités de résilience en milieu rural prévues au titre de l'effet direct stratégique 3 ont reçu davantage de financements (49 pour cent), que celles en milieu urbain (19 pour cent). Les services de logistique prévus au titre de l'effet direct stratégique 5, qui représentaient 1 pour cent du budget du plan fondé sur les besoins, ont reçu la quasi-totalité (97 pour cent) des fonds requis.

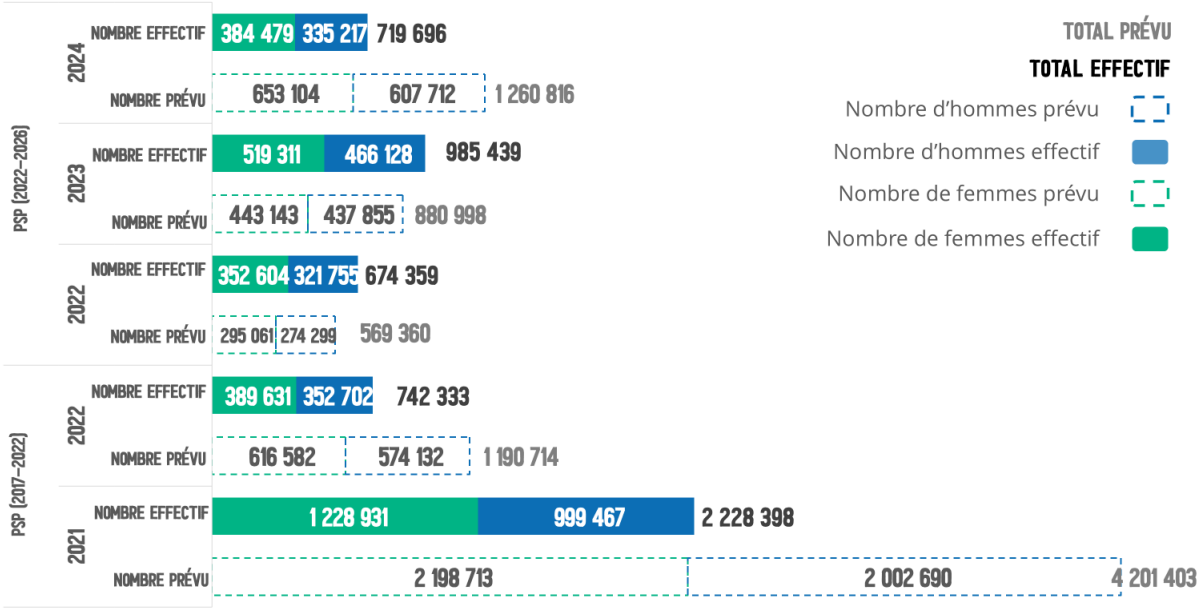
Figure 1: Plan stratégique pour le Zimbabwe (2022-2026): effets directs stratégiques, budget, financement et dépenses (août 2025)



* Le total des pourcentages n'atteint pas 100 pour cent, car les chiffres ne comprennent pas les coûts d'appui directs et indirects.
** La ventilation par effet direct stratégique ne comprend pas les coûts d'appui directs et indirects.

6. Contrairement à 2021, année durant laquelle le PAM est venu en aide à 2,2 millions de bénéficiaires, de 2022 à 2024, le PAM a assisté entre 674 359 et 958 439 bénéficiaires par an. Cela s'explique à la fois par une diminution du budget et par la réorientation stratégique de l'action du PAM au Zimbabwe au profit du renforcement des capacités et de l'appui aux systèmes, inscrite dans le PSP pour 2022-2026. Le nombre de bénéficiaires prévu a été dépassé au cours du deuxième semestre de 2022 et en 2023, mais à partir de 2024, il a diminué en raison de contraintes budgétaires.

Figure 2: Nombre de bénéficiaires prévu et effectif, par an (2021-2024)



Dans quel contexte l'évaluation a-t-elle été menée?

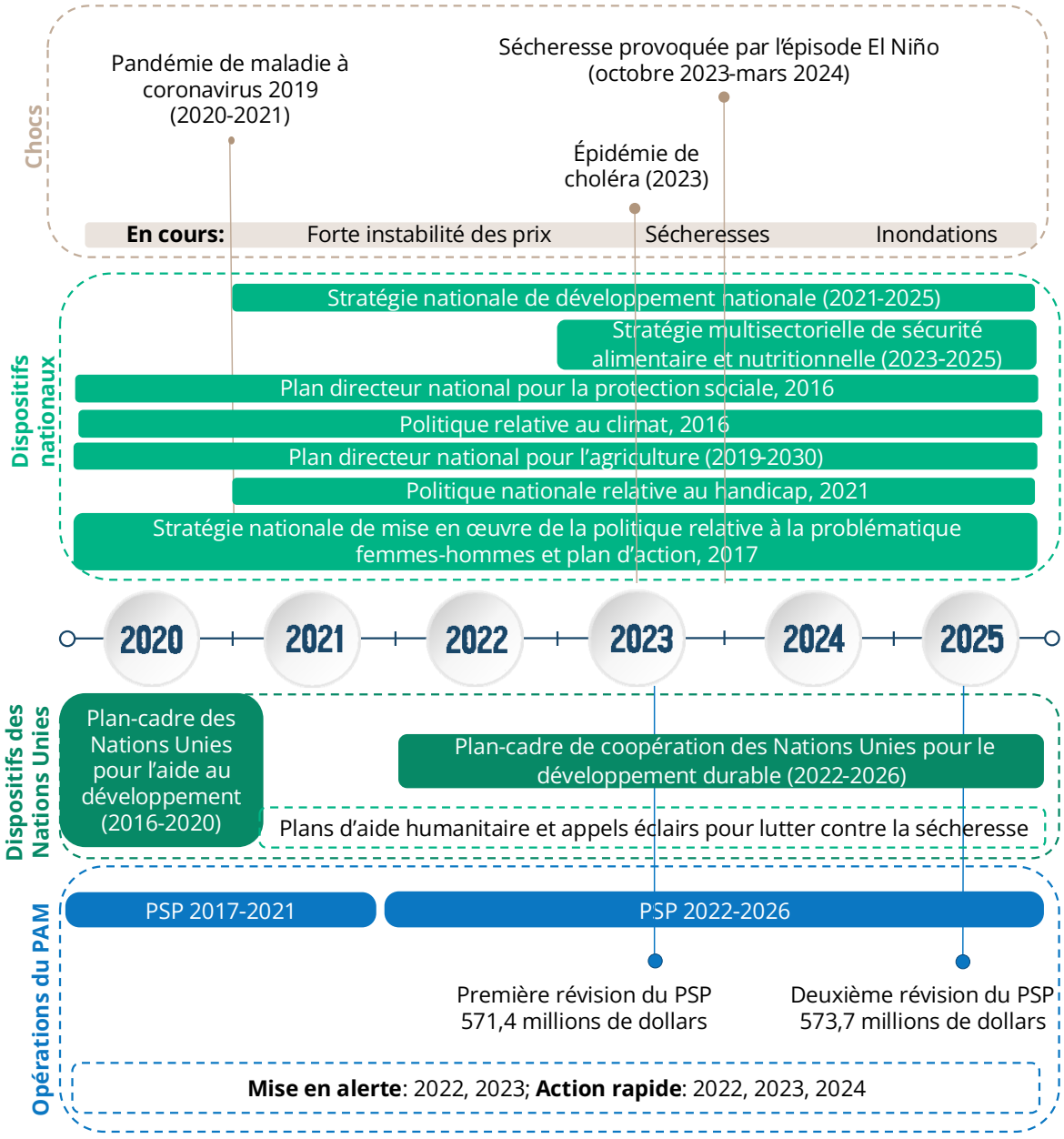
7. Selon l'Indice de développement humain, le Zimbabwe se classe au 159e rang sur 193 pays. Les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité que connaît le pays sont accentués par l'instabilité macroéconomique, qui se manifeste notamment par l'inflation, l'instabilité des taux de change et les tensions liées au système multidevise. En raison de cette instabilité, le pays n'a pu recevoir l'appui financier du Fonds monétaire international, et les coupes récentes opérées dans l'aide publique au développement (APD) par les États-Unis d'Amérique (qui fournissaient 40 pour cent de l'APD en 2023) et le Fonds mondial (22 pour cent de l'APD en 2023) ont affecté le financement en faveur du développement dans son ensemble ainsi que les opérations du PAM.

8. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'est aggravée au cours de la période couverte par le PSP, notamment en zone urbaine (où elle est passée de 29 pour cent en 2023 à 35 pour cent en 2024), touchant plus particulièrement les ménages les plus vulnérables. Cette évolution est imputable aux effets de la variabilité climatique, à une instabilité économique qui perdure, à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 et à un système de protection sociale insuffisant, dominé par une assistance sociale à caractère non contributif, dont la majeure partie est fournie dans le cadre de programmes humanitaires financés par des donateurs.

9. L'agriculture continue d'occuper une place majeure dans l'économie du Zimbabwe, puisqu'elle représente jusqu'à 20 pour cent du produit intérieur brut et 40 pour cent des recettes d'exportation et qu'elle emploie 70 pour cent de la population – essentiellement des petits exploitants, dont un grand nombre de femmes. Toutefois, celles-ci se heurtent à des difficultés d'ordre culturel, religieux et socioéconomique qui restreignent leur accès aux ressources et aux prises de décisions et limitent leurs perspectives économiques. Parallèlement, la variabilité environnementale et climatique fait peser une menace sur la productivité. Par exemple, les rendements du maïs ont diminué de 60 pour cent par rapport à leur moyenne sur cinq ans lors de l'épisode d'El Niño de 2024.

10. Le Zimbabwe accueille 22 000 réfugiés et demandeurs d'asile originaires d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est, dont 13 000 sont hébergés dans le camp de réfugiés de Tongogara. Les réfugiés restant fortement tributaires de l'assistance alimentaire en raison des restrictions légales de mouvement et d'emploi dont ils font l'objet, l'aide humanitaire fournie par le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Gouvernement zimbabwéen et les partenaires leur est indispensable.

Figure 3: Aperçu du contexte national et des opérations du PAM



Messages clés

Le PAM occupe une position stratégique au Zimbabwe en tant qu'acteur clé jouant un rôle de complément dans la fourniture de l'aide humanitaire. À mesure que le Gouvernement prenait en charge une part croissante des interventions face aux crises, durant la période couverte par le PSP, le PAM a adopté une approche de plus en plus complémentaire en matière d'aide humanitaire. Alors qu'il abandonnait peu à peu son rôle d'exécutant direct, et face aux contraintes de financement, ses atouts particuliers au Zimbabwe ont évolué: il a assumé des fonctions techniques plus en amont, notamment dans le domaine des systèmes de données, fonctions grâce auxquelles il a contribué aux avancées de l'action anticipatoire et des programmes de protection sociale réactive face aux chocs dirigés par le pays.

11. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Zimbabwe a varié de 2,9 millions de personnes en 2021 à 5,9 millions de personnes en 2025. Dans ce contexte, le rôle joué par le PAM pour répondre aux besoins a évolué tout au long du PSP.

12. S'agissant de l'aide humanitaire au cours de la période couverte par le PSP, 17 à 22 pour cent des ménages ruraux, soit environ un cinquième des ménages défavorisés, ont bénéficié de l'aide fournie par le PAM en période de soudure. Lors du démarrage du PSP, le PAM couvrait 12 des 60 districts ruraux, mais au vu des pénuries de financement intervenues en 2024 et 2025, il s'est résolu à concentrer son action sur les neuf districts les plus fortement touchés (voir le tableau 1) tandis que l'assistance fournie par le Gouvernement montait progressivement en puissance pour couvrir 51 districts.

TABLEAU 1: COMPLÉMENTARITÉ DE L'ASSISTANCE FOURNIE PAR LE PAM ET DE CELLE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DURANT LES PÉRIODES DE SOUDURE

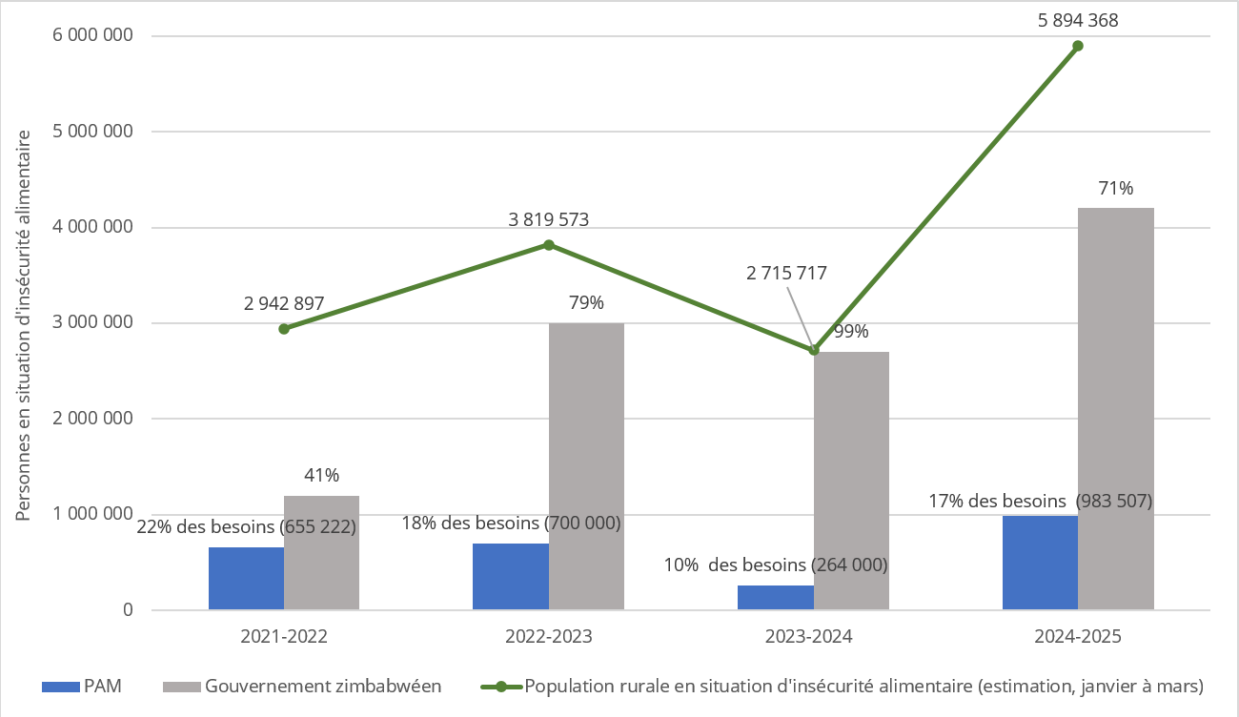
	2021–2022	2022–2023	2023–2024	2024–2025*
PAM	12 districts	8 districts	4 districts	9 districts
Gouvernement zimbabwéen	20 districts	52 districts	56 districts	51 districts
Recoupements	2 districts, Oct–Déc			1 district (accord de couplage)

* Les chiffres pour 2024 et 2025 couvrent la période relative à l'intervention menée face à l'épisode d'El Niño.

Source: bureau de pays, plan d'intervention de la stratégie d'atténuation du déficit alimentaire (2022-2023) et correspondance avec le bureau de pays.

13. Globalement, l'assistance alimentaire fournie par le Gouvernement s'est accrue au fil du temps, malgré la hausse des besoins liée aux épisodes de sécheresse provoqués par El Niño en 2024 et 2025. Elle est parvenue à satisfaire entre 41 et 99 pour cent des besoins entre 2021 et 2025 et a notamment permis de prendre en charge les 4,2 millions de personnes touchées par l'épisode d'El Niño en 2024 et 2025.

Figure 4: Couverture de besoins pendant la période de soudure (2021-2025)



Note: en 2024, le Gouvernement zimbabwéen a étendu son assistance pour venir en aide aux populations touchées par El Niño. Les besoins révisés sont pris en compte dans le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire en milieu rural en 2024-2025, mais pas les chiffres indiqués pour la période 2023-2024. Le nombre de bénéficiaires du PAM pour 2024-2025 comprend également les personnes touchées par El Niño.

Sources: Comité d'évaluation des moyens d'existence au Zimbabwe (Zimbabwe Livelihoods Assessment Committee) – rapports d'évaluation des moyens d'existence en milieu rural pour la période 2021-2024; rapports annuels pour le pays (2021-2024); Bureau du PAM au Zimbabwe; PAM. 2024. "USAID and WFP Join to Mitigate Food Insecurity Ahead of Zimbabwe Lean Season".

14. Même face à cette situation, la capacité du PAM de fournir une aide humanitaire à grande échelle grâce à sa chaîne d'approvisionnement et à ses services sur "le dernier kilomètre" est demeurée l'un de ses atouts clés. Les services communs fournis par le PAM ont garanti la continuité de l'assistance – la sienne ainsi que celle de ses partenaires (y compris le Gouvernement et la communauté internationale) – pendant des périodes de forte demande, qu'il s'agisse du transport, de l'entreposage, de la gestion du parc automobile, de la fourniture de carburant et de la coordination des approvisionnements. Les services communs étaient destinés pour la plupart à l'équipe de pays des Nations Unies (2,7 millions de dollars) et au Gouvernement (1,99 million de dollars) notamment durant la flambée de la crise en 2024. La fiabilité, la ponctualité et la qualité des services communs fournis par le PAM ont été particulièrement appréciées.

15. La collaboration avec le Gouvernement a constitué un aspect déterminant du modèle de fonctionnement du PAM au Zimbabwe durant la période couverte par le PSP. À mesure que son rôle en matière d'exécution directe diminuait par rapport à celui du Gouvernement, le PAM, grâce à son assistance technique, a préparé le terrain pour la mise en place d'un système de protection sociale réactif face aux chocs qui soit pris en charge par les instances nationales. Le PAM a notamment joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la *feuille de route de 2022 pour l'établissement d'un système de protection sociale réactif face aux chocs* et d'un manuel sur la stratégie d'atténuation du déficit alimentaire qui ont contribué à clarifier les responsabilités institutionnelles, à promouvoir la cohérence des mécanismes d'intervention face aux crises et à améliorer les processus d'alerte rapide et de planification des interventions d'urgence. Le PAM a également amélioré la réactivité des pouvoirs publics

face aux chocs en facilitant l'intégration du registre social du Zimbabwe et des systèmes numériques; dans le cadre de la mise en service expérimentale du registre social, il a fourni des tablettes et dispensé des formations pour renforcer la collecte numérique des données, améliorant ainsi la couverture et l'identification des bénéficiaires des programmes de protection sociale.

Dans un contexte marqué par l'élargissement progressif de la couverture de l'assistance alimentaire fournie par le Gouvernement et les déficits de financement, l'aide humanitaire du PAM a contribué à améliorer la consommation alimentaire des populations ciblées, en particulier dans les zones rurales et à court terme, mais les réfugiés demeurent plus vulnérables que d'autres groupes de population.

16. Alors que la couverture diminuait en raison des pénuries de financement, l'assistance fournie par le PAM sous forme de produits alimentaires et de transferts monétaires a contribué à améliorer la sécurité alimentaire et à diversifier le régime alimentaire des populations visées, la couverture étant plus étendue dans les zones rurales bénéficiant d'une assistance en période de soudure.

17. Pour les bénéficiaires en milieux urbain et rural, les valeurs de transfert sont globalement restées stables durant la période couverte par le PSP, représentant environ 62 pour cent des besoins alimentaires mensuels des ménages; toutefois, l'assistance ne couvrait habituellement que trois ou quatre semaines par mois, après quoi les ménages revenaient à un repas par jour. De manière générale, les bénéficiaires se sont déclarés très satisfaits de la fourniture et de la qualité des rations en nature, tandis que les bénéficiaires en milieu urbain recevant une assistance monétaire ont apprécié la liberté que celle-ci leur donnait d'acheter des produits alimentaires de base et des aliments nutritifs et de pourvoir à leurs besoins non alimentaires essentiels.

18. Dans l'ensemble, les bénéficiaires de l'assistance fournie en période de soudure et des transferts de type monétaire en milieu urbain ont constaté des effets positifs sur leur consommation alimentaire, dans la mesure où l'aide reçue leur permettait de satisfaire leurs besoins immédiats (voir le tableau 2).

TABLEAU 2: SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE DES BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS RELEVANT DE L'EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 1

	2023		2024		
	Valeur de référence	Suivi	Suivi	Suivi	Cible du PSP
Score de consommation alimentaire – réfugiés (pourcentage acceptable)	81,6	47,9	59,5 (mars)	67,3 (novembre)	>81,6
Score de consommation alimentaire – milieu rural (pourcentage acceptable)	45,6	52	22,3 (nouvelle valeur de référence)	73,3	>45,6
Score de consommation alimentaire – milieu urbain (pourcentage acceptable)	50,3	97,7	85,7 (avril)	93,5	>50,3

Sources: rapports annuels pour le pays (2023 et 2024); point sur le suivi de l'assistance fournie pendant la période de soudure en 2024, janvier-mars; suivi de l'aide fournie aux réfugiés en 2024; point sur le suivi de la résilience en milieu urbain, avril 2024.

19. L'assistance en espèces a permis aux personnes en situation d'insécurité alimentaire de se nourrir plus souvent (deux repas par jour au lieu d'un seul). Leur régime alimentaire s'est également diversifié, l'assistance permettant aux bénéficiaires d'ajouter à la farine de maïs (leur aliment de base) des haricots, d'autres légumineuses et de l'huile. Toutefois, pour les réfugiés, les résultats ont été moins bons que pour les bénéficiaires en milieux rural et urbain, et témoignent de leur plus grande vulnérabilité et de leurs difficultés à se procurer d'autres moyens d'existence; de ce fait, toute réduction de l'assistance, même modeste, a eu un impact notable sur leur sécurité alimentaire.

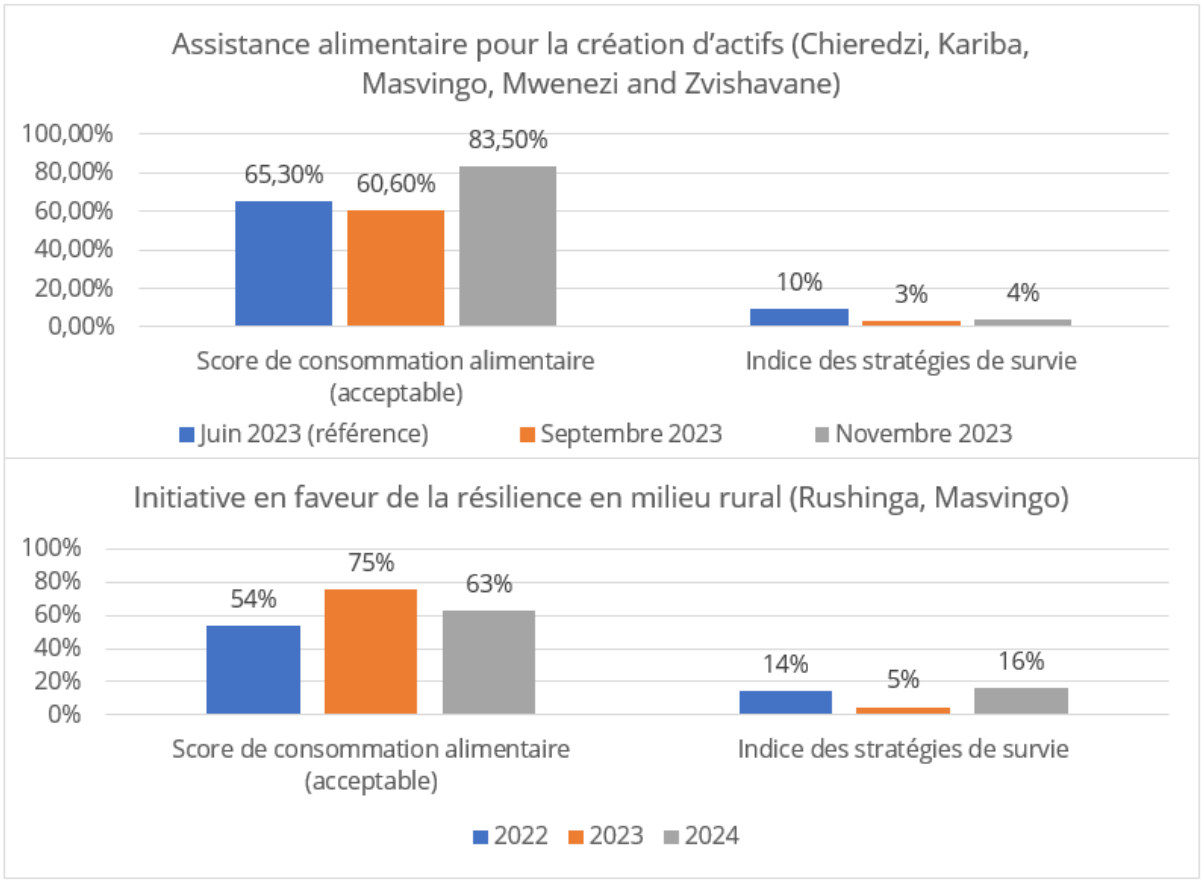
20. Le montant des transferts monétaires destinés aux réfugiés a diminué au fil du temps, passant de 15 dollars par personne et par mois en 2022 à 7 dollars. L'inflation a entraîné une baisse de la valeur des transferts, et les sommes reçues étaient souvent rapidement dépensées pour rembourser les dettes précédemment contractées auprès des commerçants de produits alimentaires. Il n'y avait donc guère de marge de manœuvre pour diversifier l'alimentation des réfugiés ou subvenir à leurs besoins non alimentaires.

Les programmes de résilience du PAM ont contribué à améliorer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire. Toutefois, la tendance des donateurs à affecter grande partie de leurs contributions à des fins spécifiques a conduit à des résultats inégaux et de courte durée, et l'absence d'un modèle de conception cohérent et bien défini – associé au manque de cohérence dans la succession et l'échelonnement des activités – a nui à la qualité des programmes, à l'apprentissage et à la mise à l'échelle des activités. Le rôle du PAM dans les activités de résilience en milieu urbain était clair, mais ses atouts particuliers dans ce domaine déjà très concurrentiel n'étaient pas toujours évidents aux yeux des partenaires.

21. **Résilience en milieu rural.** L'envergure des activités de résilience en milieu rural menées par le PAM est restée modeste au regard du niveau de vulnérabilité et d'exposition aux chocs des populations du Zimbabwe. En 2025, la mise en œuvre des activités de résilience ne concernait que 10 des 60 districts ruraux du pays. Globalement, la couverture a fluctué et de nombreux districts à haut risque n'ont bénéficié d'aucun soutien durable. Cette faible envergure géographique a réduit les possibilités d'obtenir des résultats cumulatifs ou à grande échelle.

22. Dans l'ensemble, l'évaluation a permis de constater que les interventions avaient contribué dans un premier temps à apporter des améliorations en 2023, mais dans certains projets, les acquis n'avaient pas résisté au choc causé par la sécheresse liée à l'épisode d'El Niño. En outre, comme indiqué à la figure 5, la proportion de ménages dont la consommation alimentaire était acceptable avait diminué en 2024, et les indicateurs des stratégies de survie s'étaient détériorés cette année-là. Cependant, il est ressorti de l'évaluation que, durant la période considérée, les résultats en matière de sécurité alimentaire auraient pu être plus mauvais sans l'appui du PAM à la résilience en milieu rural. Dans certains districts, les initiatives dans ce domaine ont permis de préserver la production et la consommation malgré l'ampleur des mauvaises récoltes. Les puits artificiels en état de marche ont aussi permis de cultiver durant la saison sèche et d'abreuver le bétail, et, grâce aux mécanismes d'épargne, des fonds communs ont pu être consacrés à l'achat de nourriture et d'intrants. Le petit élevage a fait office d'amortisseur face aux chocs touchant les revenus.

Figure 5: Consommation alimentaire et stratégies de survie des bénéficiaires des activités relevant de l'effet direct stratégique 3



Note: les scores de l'indice des stratégies de survie indiquent le pourcentage de ménages recourant à des stratégies de survie négatives en raison des pénuries alimentaires.

Sources: rapports de suivi des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (valeurs de référence initiales et finales); rapports de suivi des résultats obtenus dans le cadre de l'Initiative 4R en faveur de la résilience des communautés rurales pour 2022, 2023 et 2024.

23. L'évaluation a fait apparaître que les résultats les plus probants des activités de résilience en milieu rural avaient été obtenus lorsque plusieurs composantes se combinaient, les activités de création d'actifs constituant la pierre angulaire du modèle auquel venaient s'ajouter des formations dans les domaines suivants: climat et agriculture de conservation; services climatologiques tels que les prévisions météorologiques localisées et les conseils pratiques sur la manière de se préparer et de réagir; et groupes d'épargne et de crédit. Dans deux districts, des ménages ayant bénéficié d'activités intégrées d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, de services climatologiques et d'activités de diversification des moyens d'existence ont, par exemple, fait état d'une augmentation de leur production alimentaire et d'une plus grande stabilité de leurs revenus, certains étant même en mesure de payer les frais de scolarité et d'investir dans l'élevage ou le petit commerce. Cette approche à plusieurs niveaux a renforcé la capacité des ménages d'absorber les chocs et de s'y adapter.

24. Dans l'ensemble, toutefois, la mise en œuvre du PSP n'a pas toujours tenu compte de l'approche intégrée envisagée pour les programmes axés sur la résilience en milieu rural. Dans les faits, le portefeuille du PAM a été structuré au moyen de différents modèles de projet et non selon un cadre unifié guidant la conception, la superposition et l'échelonnement des activités d'amélioration de la résilience en milieu rural pour tous les projets. Dans certains districts, des interventions à composante unique ont été mises en œuvre, ce qui a nui à l'effet cumulatif du portefeuille d'activités et limité sa capacité d'obtenir des résultats systémiques ou à l'échelle d'une région. De même, l'intégration des programmes de résilience à l'aide humanitaire a été limitée principalement en raison d'incompatibilités au niveau des calendriers, de la conception et des critères de ciblage, même si, géographiquement, certaines activités se recoupaient. Ce manque de cohérence du portefeuille résultait en grande partie d'une conception des projets dictée par les donateurs et de cycles de financement de courte durée, ce qui a donné lieu à des approches disparates au niveau de la mise en œuvre.

25. **Résilience en milieu urbain.** L'évaluation a permis de constater que le PAM occupait une position de premier plan plus affirmée dans le domaine de la résilience en milieu urbain, où il jouait un rôle de pionnier remarqué en luttant contre l'augmentation de la vulnérabilité en zone urbaine et en attirant l'attention sur ce problème, ainsi qu'en apportant son soutien au Comité d'évaluation des moyens d'existence au Zimbabwe, ce qui en a fait l'un des premiers acteurs à s'engager dans ce domaine.

26. La couverture et l'ampleur des interventions ont toutefois été modestes en raison des contraintes budgétaires. En 2025, le PAM a mené des activités de résilience en milieu urbain dans seulement trois districts, contre neuf en 2023 et sept en 2024.

27. L'évaluation a fait apparaître que les programmes de résilience en milieu urbain avaient permis aux bénéficiaires d'améliorer leurs compétences commerciales et techniques, d'augmenter leurs revenus à court terme et d'améliorer leur indépendance financière. Ainsi, les ménages pouvaient faire face à leurs dépenses essentielles telles que l'alimentation, les frais de scolarité, le loyer et les soins de santé, et dans certains cas, investir dans des activités favorisant leur indépendance économique et leur autonomisation sociale. Toutefois, la qualité de la conception et de la mise en œuvre des interventions était très inégale.

28. Par ailleurs, si ces progrès ont permis d'améliorer la sécurité alimentaire à court terme et de réduire les stratégies de survie négatives, les interventions relatives à la résilience en milieu urbain ne sont pas vraiment parvenues à renforcer la résilience à long terme. Les entreprises telles que les installations de transformation des aliments et d'élevage de volaille à petite échelle disposaient d'un fort potentiel à long terme, mais de nombreuses autres entreprises étaient à la peine face à la saturation du marché, au manque de moyens nécessaires pour démarrer une activité, aux contraintes réglementaires et à la faiblesse des débouchés commerciaux; en outre, une institutionnalisation plus solide et des mécanismes de suivi et d'accompagnement étaient nécessaires.

Il a parfois été difficile de concilier le ciblage fondé sur la vulnérabilité, l'accès dans des contextes politiquement très complexes et l'indépendance opérationnelle.

29. La méthode de ciblage utilisée par le Bureau du PAM au Zimbabwe a évolué: alors qu'elle reposait auparavant sur un recensement de la vulnérabilité relativement subjectif mené par les parties prenantes et les communautés, elle s'appuyait désormais davantage sur des approches axées sur les données. Dans le cadre de son projet global relatif aux assurances à donner, le PAM a renforcé la transparence et l'intégrité de ses processus de ciblage au Zimbabwe; pour ce faire, il a mis en place un système à plusieurs niveaux fondé sur la vulnérabilité et a défini de manière plus précise les rôles, les mécanismes de vérification et les modalités de coordination des contrôles. L'évaluation a révélé que cette approche, associée à la participation continue des communautés à la validation des résultats du ciblage, fournissait une base plus objective et plus précise pour la sélection des bénéficiaires.

30. Cependant, lorsqu'il s'est agi de sélectionner les districts prioritaires pour l'assistance en période de soudure, le PAM a parfois dû concilier ses propres méthodes fondées sur les données factuelles avec les préférences du Gouvernement en matière de ciblage, d'utilisation des données et de modalités. Cela a abouti à des compromis qui ont permis de poursuivre la collaboration, mais ont nui à la capacité du PAM de promouvoir de manière cohérente le ciblage fondé sur la vulnérabilité ou de préconiser le recours à des modalités qui s'avéraient plus efficaces, comme les transferts monétaires. Ces dynamiques reflètent les compromis plus généraux qu'il faut trouver entre la nécessité de maintenir l'accès dans un contexte politiquement délicat et de préserver l'indépendance opérationnelle du PAM.

Faire passer les bénéficiaires d'une aide humanitaire à des activités en faveur de la résilience s'est avéré difficile, car de nombreux ménages étaient confrontés à des vulnérabilités structurelles graves, qui les empêchaient de satisfaire leurs besoins une fois l'aide extérieure arrivée à son terme. Des interventions à plusieurs niveaux – associant une aide humanitaire à des activités visant à renforcer les moyens d'existence et l'autonomisation – se sont avérées efficaces pour promouvoir l'autosuffisance.

31. La coordination entre le renforcement de la résilience en milieu rural et l'aide humanitaire a été limitée. Même si les zones géographiques où ces activités étaient mises en œuvre coïncidaient, l'évaluation a révélé qu'il n'existait que peu de possibilités pour les bénéficiaires de passer de l'une à l'autre, que les activités se superposent ou soient échelonnées; en outre, les critères de ciblage de chacune étaient différents, l'aide humanitaire étant axée sur les ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire et le renforcement de la résilience sur les ménages capables de travailler, si bien que les bénéficiaires communs aux deux types d'activité étaient peu nombreux. En conséquence, les interventions n'ont pas permis de suivre un parcours cohérent allant des secours au relèvement.

32. L'évaluation a néanmoins mis en évidence de meilleurs résultats parmi les ménages bénéficiant à la fois d'une aide à la résilience et d'une assistance en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment des scores de consommation alimentaire plus élevés (94,1 pour cent de ces ménages présentaient des scores acceptables, contre 76,4 pour cent des ménages ne recevant que l'aide à la résilience)[3], un meilleur accès à des aliments variés et nutritifs et un moindre recours aux stratégies de survie. En outre, quand l'aide humanitaire et les activités de résilience en milieu urbain étaient mises en œuvre conjointement sur une durée de plusieurs cycles au titre d'interventions en milieu urbain à plusieurs niveaux, on constatait que la stabilité des revenus, l'apport alimentaire et la participation des femmes à l'économie s'amélioraient. Néanmoins, dans l'ensemble, la coordination entre le renforcement de la résilience et l'aide humanitaire s'est avérée insuffisante.

Le PAM a coordonné des mesures relatives à la protection et à l'obligation de rendre compte qui ont amélioré la sécurité, la dignité et la participation des bénéficiaires; parmi les éléments clés de ces mesures figuraient une description claire des prestations dues aux bénéficiaires, les dispositions prises pour assurer une distribution sûre et accessible de l'aide et un mécanisme communautaire de remontée de l'information efficace. Néanmoins, certains groupes vulnérables, notamment les personnes âgées et les personnes handicapées ont continué de se heurter à des problèmes d'accès et les mesures visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes ont manqué de cohérence.

33. Au Zimbabwe, le PAM a globalement atteint l'objectif qu'il s'était fixé de fournir une assistance sûre et accessible préservant la dignité des bénéficiaires. Il est parvenu à instaurer un environnement opérationnel sûr et empreint de respect en intégrant les principes de protection et de responsabilité à l'égard des personnes touchées depuis la conception des programmes jusqu'à leur mise en œuvre. Les bénéficiaires ont été systématiquement informés de leurs droits, des critères de ciblage utilisés et de la valeur des transferts via divers moyens de communication – réunions publiques, affiches, annonces par mégaphone, textos et boîtes à idées. Cette stratégie de communication à plusieurs volets a contribué à améliorer la transparence, à mieux sensibiliser les bénéficiaires et à renforcer leur confiance dans les processus des programmes.

34. Le PAM a également mené des activités de sensibilisation auprès des communautés, a dispensé à son personnel, aux partenaires coopérants, à des fonctionnaires du pays et aux tiers prestataires de services des formations sur la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et a introduit des clauses à ce sujet dans ses accords de partenariat.

35. Les mécanismes de remontée de l'information et de réclamation constituaient un élément essentiel du dispositif de protection et de responsabilité à l'égard des personnes touchées. Sur les sites de distribution de l'assistance en période de soudure, les bénéficiaires disposaient de plusieurs moyens de signalement, notamment des numéros d'urgence gratuits, des services d'assistance aux usagers et des boîtes à idées.

[3] PAM. 2024. Monitoring Update: Urban Cash Transfers and Resilience Outcome Survey, février 2024 (rapport interne).

36. Malgré ces efforts, des problèmes persistaient, s'agissant notamment de l'inclusion des personnes handicapées. Parmi les obstacles, on peut citer les difficultés d'accès aux sites de distribution et le manque d'adaptation des moyens de communication à l'écriture braille ou à la langue des signes. Certaines activités ciblées ont intégré des possibilités d'émancipation économique dans des initiatives visant à faire évoluer les normes sociales, ce qui a permis d'améliorer la communication au sein des ménages, mais la portée des mesures proposées pour parvenir à une répartition plus équitable des tâches domestiques et réduire l'exposition aux violences sexistes est restée limitée, même si la participation des femmes aux activités de résilience s'est effectivement améliorée.

Le PAM a enregistré des progrès importants dans le renforcement des systèmes nationaux et des capacités techniques, favorisant ainsi le rôle de plus en plus prépondérant que joue le Gouvernement dans la fourniture de l'assistance alimentaire. Bien que des contraintes financières et logistiques empêchent encore une prise en main totale de la part des autorités nationales et la mise en œuvre de stratégies de transition, cette évolution témoigne des capacités et de l'engagement croissants du Gouvernement en faveur de mécanismes d'intervention durables pilotés au niveau national.

37. Il est ressorti de l'évaluation que le PAM avait contribué à renforcer les capacités institutionnelles du pays et la préparation opérationnelle aux interventions de grande envergure, en apportant notamment un appui logistique et technique aux systèmes gouvernementaux. Les activités de renforcement des capacités menées par le PAM ont considérablement amélioré les systèmes techniques et les systèmes de données nationaux, contribuant ainsi à favoriser une planification plus cohérente fondée sur des données factuelles et des interventions adaptées aux besoins locaux pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. L'appui fourni au Comité d'évaluation des moyens d'existence au Zimbabwe et aux institutions gouvernementales a permis d'institutionnaliser des outils numériques et des pratiques d'adaptation, même si des blocages opérationnels subsistent encore. Le budget national pour 2025 témoigne de l'engagement du PAM, comme le montrent les crédits affectés aux programmes de sécurité alimentaire et de protection sociale, tels que les dispositifs de transferts monétaires prévus dans la stratégie d'atténuation des déficits alimentaires, dont l'efficacité de la mise en œuvre dépend toutefois encore fortement des capacités techniques et opérationnelles du PAM.

38. Le PAM a également renforcé la capacité du Gouvernement de guider l'institutionnalisation des systèmes de protection sociale. Des feuilles de route ont été élaborées avec le Gouvernement et les partenaires pour accompagner la transition, mais elles ne prévoyaient pas d'objectifs d'étapes clairs, de calendrier, ni de plans de mise en œuvre chiffrés.

Le modèle de partenariat du PAM a permis d'ancrer les programmes dans les systèmes nationaux, comme en témoignent les exemples de collaboration fructueuse avec le Gouvernement, des entités des Nations Unies et d'autres partenaires. Toutefois, la portée et l'utilisation stratégique des partenariats ont considérablement varié. Les mesures récentes visant à mettre en place des partenariats plus réfléchis et structurés marquent un tournant vers une approche plus stratégique que le PAM pourra développer dans son prochain PSP pour le Zimbabwe.

39. L'évaluation a révélé que la collaboration du PAM avec les ministères sectoriels avait permis de réaliser des interventions coordonnées, pilotées par le Gouvernement, dans les domaines de l'aide humanitaire et de la résilience. En acheminant son aide par le biais de ces structures, le PAM a renforcé la prise en charge de ces programmes au niveau national et a intégré les investissements en matière de résilience au sein des systèmes existants, même si le degré d'intégration institutionnelle variait en fonction du secteur.

40. L'évaluation a également indiqué que le PAM était perçu comme un acteur facilitant la collaboration multisectorielle et rassemblant les ministères, les donateurs et les partenaires du système des Nations Unies autour de cadres communs; toutefois, le PAM n'exploitait pas pleinement son rôle de rassembleur pour plaider davantage en faveur du ciblage fondé sur des données factuelles et des modalités d'assistance.

41. Les partenariats stratégiques établis avec d'autres entités des Nations Unies ont permis d'améliorer la complémentarité des programmes dans divers domaines. Avec le HCR, le PAM a assuré la conception, la logistique et le suivi des programmes d'assistance alimentaire et monétaire en faveur des réfugiés; il a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans le cadre de l'initiative ONU-Nutrition et de programmes conjoints en faveur de la résilience pour intégrer les activités liées à la nutrition, à la protection sociale et à la santé; avec le Programme des Nations Unies pour le développement, le PAM codirige depuis 2020 le groupe de travail technique sur la résilience de l'équipe de pays des Nations Unies; et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole, le PAM a contribué à la coordination de la sécurité alimentaire, à la planification de l'action anticipatoire et à des initiatives de renforcement de la résilience des petits exploitants. Le PAM a récemment enregistré de nouveaux progrès grâce à la mise en place de partenariats plus stratégiques – comme l'expérimentation d'une programmation et d'une mobilisation des ressources conjointes avec la FAO – qui lui permettront de renforcer la collaboration stratégique dans le cadre du PSP suivant pour le Zimbabwe. Toutefois, dans l'ensemble, le PSP n'a pas pleinement tiré parti des partenariats possibles avec les entités dont les mandats correspondent aux principaux domaines d'action du PAM. Les partenariats établis dans le cadre du PSP n'ont été le plus souvent que la conséquence d'initiatives ponctuelles ou menées par les donateurs et non le résultat d'une approche stratégique conjointe.

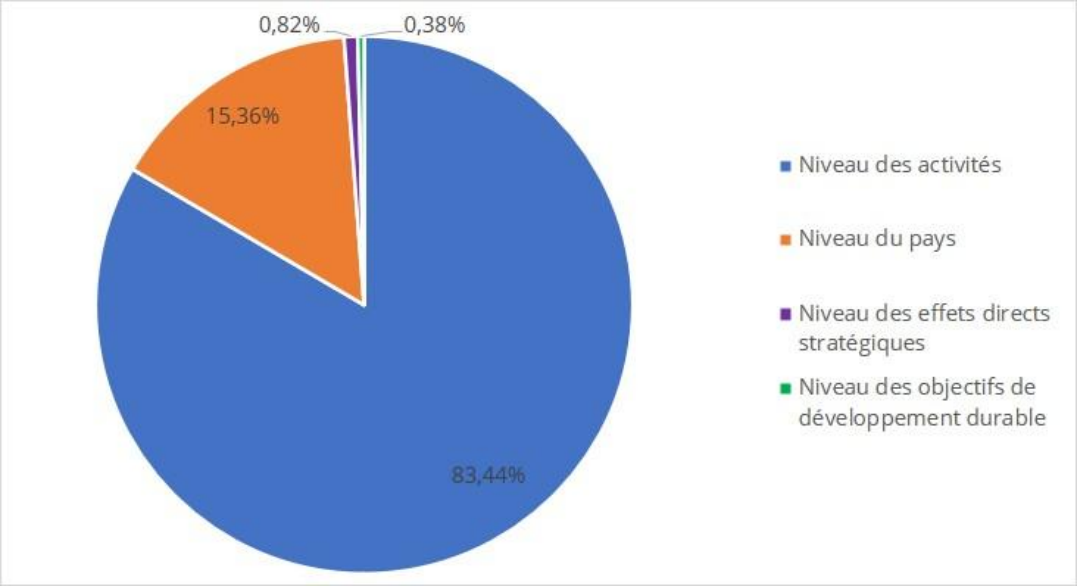
42. Les compétences techniques spécialisées apportées par les partenaires coopérants du PAM (dans des domaines tels que les services de vulgarisation agricole, l'agriculture résiliente face aux changements climatiques, la formation professionnelle et en entrepreneuriat, et la prise en compte systématique des questions d'égalité femmes-hommes et de protection) sont venues compléter les atouts particuliers du PAM, et le travail de collaboration effectué avec les universités a permis de faciliter la production de données factuelles et la mise en place de programmes destinés aux jeunes. Le secteur privé a joué un rôle spécifique dans l'approvisionnement en intrants, le transport, l'entreposage et le développement des filières, mais son engagement n'est pas encore systématique.

En raison de la disponibilité aléatoire des ressources et de la forte dépendance du PAM à l'égard d'un seul donateur, le financement des effets directs stratégiques du PSP a été insuffisant. La récente réorientation du PAM vers une stratégie de mobilisation des ressources plus diversifiée et axée sur les partenariats, ainsi que la hausse récente des contributions d'autres grands donateurs sont des éléments positifs, mais l'avenir reste incertain. La forte préaffectation des contributions et la prévalence des financements à court terme ont considérablement compromis les possibilités d'obtenir des résultats durables dans le domaine de la résilience.

43. Au cours de la période couverte par le PSP, la situation financière du PAM a été marquée par des hauts et des bas et par un financement inégal de ses activités. La forte dépendance à l'égard d'un seul donateur, les États-Unis d'Amérique, qui a fourni 64 pour cent des fonds nécessaires aux interventions face aux crises dans le cadre du PSP et 70 pour cent de ceux à destination des programmes de résilience en milieu rural, laisse craindre d'importants déficits de ressources à l'avenir. L'évaluation a montré que le PAM avait activement recherché d'autres solutions, obtenant des contributions de nouveaux donateurs et mobilisant le secteur privé.

44. La capacité du PAM d'affecter ses ressources de manière stratégique s'est trouvée limitée par deux facteurs – la forte préaffectation des contributions et la proportion importante de financements à court terme – qui ont réduit ses chances d'obtenir, en matière de résilience susceptibles, des résultats durables susceptibles d'être transposés à plus grande échelle.

Figure 6: Niveau de préaffectation des contributions (2022-2025)



Note: données consultées en août 2025.

45. L'évaluation note que la capacité d'exécution du PAM est de plus en plus menacée par la baisse des contributions en faveur de l'aide humanitaire et par leur caractère de plus en plus imprévisible. Le PAM devra abandonner progressivement la mise en œuvre d'interventions de grande envergure au profit d'opérations plus ciblées et plus efficaces par rapport aux coûts, qui s'appuient sur ses compétences fondamentales et demeurent viables malgré les restrictions budgétaires.

Recommandations

Recommandations principales et subsidiaires	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
Recommandation 1: Modifier le rôle que joue le PAM dans le domaine des interventions face aux crises en abandonnant la fourniture d'une aide humanitaire de grande envergure durant les situations d'urgence saisonnières prévisibles pour se concentrer sur le renforcement des systèmes de protection sociale et d'intervention face aux crises dirigés au niveau national, tout en conservant la capacité de fournir une assistance directe durant les situations d'urgence extrêmes lorsque les moyens d'intervention du Gouvernement sont insuffisants.	Stratégique	Bureau de pays	Élevé	Janvier 2028
1.1 Passer de la fourniture d'une assistance de grande envergure prolongée pendant les périodes de soudure à un modèle prévoyant un appui sous forme de services techniques et de services communs (notamment dans les domaines de la logistique, de l'entreposage et de la coordination du transport). Adapter l'assistance aux vulnérabilités et aux contraintes structurelles propres aux populations de réfugiés tout en conservant la capacité d'intensifier et de fournir directement une aide humanitaire lorsque les chocs dépassent les capacités d'intervention du Gouvernement.				
1.2 En collaboration avec une sélection de partenaires, contribuer au déploiement du registre social national en fournissant une aide technique portant sur la conception des systèmes et la gouvernance des données, l'intégration numérique et les cadres de financement en vue de garantir la couverture des groupes les plus exposés à l'insécurité alimentaire.				
1.3 Renforcer les systèmes nationaux d'action anticipatoire en affinant en permanence les seuils et les critères de déclenchement et en aidant le Gouvernement à transposer au plan opérationnel les plans d'intervention d'urgence, en reliant les mesures de préparation à des mécanismes de financement flexibles spécialement conçus et à des processus simplifiés d'achat et d'approvisionnement de sorte que les ressources puissent être rapidement débloquées lorsque les seuils sont atteints.				

Recommandations principales et subsidiaires	Type de recommandation	Bureaux et divisions du PAM responsables	Degré de priorité	Délai de mise en œuvre
Recommandation 2: Axer les programmes de résilience en milieux rural et urbain sur des interventions ayant fait la preuve de leur efficacité et de leur pérennité, et les intégrer activement aux systèmes des partenaires et du Gouvernement.	Opérationnelle	Bureau de pays	Élevé	Juillet 2028
2.1 Renforcer la production de données factuelles sur les programmes de résilience en milieux urbain et rural pour étayer les enseignements et harmoniser les modèles (préciser les composantes essentielles des systèmes alimentaires et faciliter l'adaptation au contexte), notamment au moyen d'évaluations transnationales ou régionales susceptibles d'éclairer les futurs programmes à différents niveaux: conception, sensibilisation, mobilisation des ressources et partenariats stratégiques.				
Recommandation 3: Favoriser l'institutionnalisation des systèmes de ciblage et de protection sociale fondés sur des données factuelles au sein des structures gouvernementales tout en veillant à ce que le PAM conserve l'indépendance opérationnelle nécessaire pour déterminer et fournir une assistance adaptée aux besoins.	Stratégique	Bureau de pays	Moyen	Janvier 2027
3.1 Veiller à ce que les objectifs des programmes du PAM et du Gouvernement et les dispositifs de ciblage soient cohérents en ayant recours à la planification conjointe et à des critères de vulnérabilité harmonisés, tout en contrôlant et en documentant de manière systématique l'indépendance opérationnelle du PAM pour détecter et gérer les compromis susceptibles de nuire à l'efficacité et à l'équité des résultats.				
3.2 Renforcer les systèmes nationaux de données sur la sécurité alimentaire et la protection sociale en remédiant aux problèmes d'intégration, d'analyse et d'utilisation des données. Pour ce faire, il faudrait établir des liens entre les évaluations de la vulnérabilité, les registres des bénéficiaires et les systèmes d'alerte rapide et améliorer les outils de visualisation des données dans le but de favoriser le ciblage, la planification et la budgétisation fondés sur des données factuelles et au bout du compte, de renforcer l'indépendance opérationnelle.				

Liste des sigles utilisés dans le présent document

APD	aide publique au développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
PSP	plan stratégique de pays